

Guilbeault-Cayer, Émilie, *La Crise d'Oka. Au-delà des barricades* (Québec, Septentrion, 2013), 169 p.

Claude Gélinas

Volume 67, Number 1, Summer 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1026621ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1026621ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gélinas, C. (2013). Review of [Guilbeault-Cayer, Émilie, *La Crise d'Oka. Au-delà des barricades* (Québec, Septentrion, 2013), 169 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 67(1), 96–98. <https://doi.org/10.7202/1026621ar>

Ce livre accorde également beaucoup de place aux hypothèses et aux débats entre les archéologues. Les interprétations des spécialistes de la discipline révèlent les riches acquis de leur analyse, mais au profit du lecteur, le discours savant n'aurait-il pu être un peu allégé ? Quoiqu'il en soit, les auteurs ont bien atteint le but de diffuser largement une meilleure connaissance du Nord-du-Québec et on sait gré à l'INRS d'avoir favorisé la production de l'ouvrage.

JEAN ROY
CIEQ

Université du Québec à Trois-Rivières

Guilbeault-Cayer, Émilie, *La Crise d'Oka. Au-delà des barricades* (Québec, Septentrion, 2013), 169 p.

Dans ce court ouvrage tiré d'un mémoire de maîtrise, l'auteure aborde un aspect jusqu'ici peu documenté de la crise d'Oka de 1990, à savoir les coulisses de la gestion de l'événement par le gouvernement québécois. À partir d'une analyse des débats parlementaires de l'époque qui constituent ici l'essentiel des sources primaires consultées et analysées, et ce, à la lumière de la théorie sur la culture politique, la perspective des élus sur les événements est reconstituée en tenant compte de leurs motivations et en soulignant l'incohérence qui a caractérisé leur prise de décisions. Situait du même souffle cette crise dans le contexte historique des rapports entre l'État québécois et les Autochtones depuis les années 1960, l'auteure montre comment l'approche du gouvernement provincial est passée d'une attitude d'optimisme, notamment dans la foulée de l'adoption de la politique de reconnaissance des nations autochtones de 1985, à une posture de crainte de nouveaux conflits au sortir de l'été de 1990, menant à une nouvelle approche axée sur la négociation et qui allait désormais guider la manière d'aborder les revendications autochtones.

L'ouvrage se divise en trois chapitres. Le premier présente la politique indienne du gouvernement du Québec qui prévalait dans les années précédant le conflit. Alors que, depuis les années 1960, l'on assistait à une montée des revendications du côté autochtone, les politiciens québécois ne voyaient pas là un dossier prioritaire. Certes, des ententes sectorielles avaient été conclues, la Convention de la Baie James et du Nord québécois signée et la politique de reconnaissance adoptée. Mais ces initiatives

visaient avant tout à entretenir des rapports cordiaux avec les premiers occupants et se sont révélées inadéquates pour répondre aux véritables attentes de ces derniers en matière de reconnaissance politique, d'autonomie gouvernementale et de propriété territoriale, sans compter que le conflit constitutionnel entre le Canada et le Québec contribuait à alimenter leurs appréhensions. Plus globalement, cette approche gouvernementale tendait aussi à ramener sur le plan politique les relations avec les Autochtones, alors que la joute des revendications à l'échelle canadienne se jouait désormais davantage sur le plan juridique. En somme, malgré la bonne volonté du gouvernement québécois et la confiance dont il faisait preuve dans ses relations avec les nations autochtones, la frustration grandissait chez celles-ci et la toile de fond sur laquelle allaient s'articuler les événements d'Oka était brossée.

Le chapitre 2 aborde la crise elle-même à travers la perspective des responsables politiques. L'érection des barricades et la prise des armes par les Mohawks ont été d'entrée de jeu considérées comme une question d'ordre et de sécurité publique et territoriale. L'action des Autochtones était jugée inacceptable et demandait, par conséquent, une réponse énergique des autorités. D'autant plus que l'approche politique de la négociation, initialement privilégiée par le gouvernement, parut rapidement infructueuse en raison de la division qui régnait parmi les Mohawks et des conflits de compétence entre les différents niveaux de gouvernement. Néanmoins, le souci d'éviter le débordement et l'expansion du conflit ainsi que la crainte d'un bain de sang, d'un possible recours à la Loi sur les mesures de guerre, d'une perte de leadership moral du gouvernement et d'une aggravation des rapports avec l'ensemble des nations autochtones en territoire québécois amenèrent parallèlement les élus à rechercher une solution pacifique et honorable à la crise.

Enfin, le troisième chapitre aborde les lendemains de la crise et son impact sur les relations entre l'État québécois et les populations autochtones, jusqu'à la signature de la Paix des Braves en 2002. L'auteure montre comment la crise, conjointement à un contexte international de plus en plus favorable au respect des droits autochtones, a institué à l'échelle gouvernementale une nouvelle volonté de normaliser et d'améliorer les rapports avec les Premières Nations, basée sur la négociation et la conclusion d'ententes et de transferts de pouvoirs dans une optique de respect mutuel. L'entente avec les Algonquins du Lac Barrière en matière de gestion, de protection et de mise en valeur du milieu forestier, le

démantèlement pacifique des barricades érigées par les Mi'kmaq de Listuguj en 1998 et la conclusion d'ententes sectorielles avec les Mohawks de Kahnawake en sont des exemples probants. Mais ce sera l'entente conclue avec les Cris, douze ans après Oka, qui allait le mieux incarner cette nouvelle orientation gouvernementale. En quelque sorte, la gestion de la crise d'Oka était devenue un modèle à ne plus reproduire.

Beaucoup de travail reste à faire pour documenter et analyser en profondeur l'attitude et le rôle du gouvernement provincial lors des événements d'Oka. En suivant le filon des débats parlementaires, bien que postérieurs à la crise elle-même, l'auteure apporte des éléments de réponse bienvenus, tout en laissant entrevoir le potentiel que les propos détaillés des principaux acteurs concernés et l'accès à d'autres archives gouvernementales présenteraient pour bonifier sensiblement les pistes d'analyse et de compréhension proposées, de manière claire et accessible, dans le présent ouvrage.

CLAUDE GÉLINAS

*Département de philosophie et d'éthique appliquée
Université de Sherbrooke*

Guilbert, Lucille (dir.), *Mouvements associatifs dans la francophonie nord-américaine* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Culture française d'Amérique », 2012), 257 p.

Fruit d'un Séminaire de la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN) organisé à l'Université Laval en 2009, cet ouvrage réunit les textes de seize auteurs en provenance d'une variété de disciplines, d'expertises de terrain et de pratiques sociales portant sur les mouvements associatifs et leur rôle dans « la vitalité, l'évolution et le rayonnement de la culture d'expression française dans les collectivités plurielles de l'Amérique du Nord » (p. 1). Ainsi, il nous convie à une réflexion sur la vie démocratique et sociopolitique de la francophonie nord-américaine, thématique trop souvent ravalée au rang secondaire dans la prise en compte de ses enjeux identitaires et juridico-institutionnels.

Dans la présentation, la directrice de l'ouvrage Lucille Guilbert retient une « conception large » du mouvement associatif « allant des associations et des organismes institués et mandatés officiellement aux réseaux plus informels ». Son analyse « vise l'identification des modalités d'expressions